

LETTRE DU RÉSEAU DES JEUNES CHERCHEURS

Chères jeunes chercheuses, chers jeunes chercheurs,

Vous trouverez dans cette lettre, en plus des rubriques habituelles concernant l'actualité du mois d'octobre, l'appel à contributions pour les deux demi-journées des jeunes chercheurs 2018. En effet, cette année, avec le soutien du Conseil de la SFDI, nous avons décidé de revenir au format de deux demi-journées afin d'accroître plus encore la visibilité de la jeune recherche dans le paysage internationaliste français.

La première demi-journée sera organisée à l'Université Versailles-Saint-Quentin le 8 mars 2018, sous la présidence de Thibaut Fleury-Graff et aura pour thème « Santé et organisations régionales » ; la seconde se déroulera à l'Université Rennes I le 30 mars 2018, sous la présidence de Guillaume Le Floch et portera sur le thème : « Santé et nouvelles technologies ».

Nous espérons que vous serez nombreux à vous intéresser à ces sujets passionnants et à proposer des propositions de contribution. La meilleure de chaque demi-journée aura par ailleurs l'occasion d'être présentée au colloque annuel 2018.

De surcroît, l'Académie de droit international de La Haye, bien connue de la plupart d'entre vous, nous a communiqué un texte concernant les Cours d'été, les directions d'études et le Centre d'étude et de recherche de l'Académie. Il n'est pas nécessaire de vous rappeler la chance incroyable que constitue cette institution pour l'ensemble des jeunes internationalistes ; aussi nous ne pouvons que vous encourager à postuler à l'un de ces programmes !

Dans l'attente, nous vous souhaitons à toutes et à tous une bonne lecture !

Le Bureau des Jeunes chercheurs

Sommaire

NOUVELLES EN VRAC.....	2
APPEL À CONTRIBUTIONS DU RÉSEAU DES JEUNES CHERCHEURS.....	3
ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL DE LA HAYE	6
COLLOQUES ET MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES	9
DERNIÈRES JURISPRUDENCES CONCERNANT LE DROIT INTERNATIONAL PUBLIC	10
COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE	10
CIRDI	10
COUR PÉNALE INTERNATIONALE	10
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME	11
ACTIVITÉS DES INSTANCES DES NATIONS UNIES	13
PUBLICATIONS DE BLOGS JURIDIQUES EN RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL.....	14
BLOGS DE LANGUE FRANÇAISE.....	14
BLOGS DE LANGUE ANGLAISE.....	15
BLOG DE LANGUE ESPAGNOLE	20

NOUVELLES EN VRAC...

- ❖ La prochaine édition du [Concours Rousseau](#) aura lieu 30 avril au 7 mai 2018 à l'Université d'Angers (France). Vous pouvez consulter le [cas pratique ainsi que le règlement](#) et le [livret lié à l'hébergement](#) et surtout [vous inscrire](#).
- ❖ La SFDI repose sur un réseau dont vous êtes acteurs, aussi l'annonce des soutenances est primordiale pour la diffusion scientifique ! [Une page](#) a spécialement été créée au sein du site de la SFDI. Nous vous remercions de penser à annoncer vos soutenances à l'adresse actualites@sfdi.org.
- ❖ Le [concours Jessup](#) recrute des juges pour l'étape française de qualification qui aura lieu à Paris du 15 au 17 février 2018. Le dépôt des candidatures doit avoir lieu avant le 15 décembre 2017. Vous trouverez toutes les informations nécessaires [ici](#), ainsi que le [cas](#).
- ❖ Le laboratoire CERCRID (Centre de recherches critiques sur le droit) - UMR 5137 CNRS/Université Jean Monnet St Etienne/Université Lyon 2, recrute des chercheurs sur ses sites de Saint-Etienne et Lyon. Les candidats et candidates au concours CNRS 2018 pour la section 36 et pour la CID 53 qui souhaitent demander le soutien de l'UMR peuvent s'adresser au Directeur du CERCRID, en joignant un CV, leur rapport de soutenance de thèse (si disponible) et leur projet de recherche provisoire avant le 8 décembre 2017. Plus d'informations sur [cette page](#).
- ❖ Le Danish National Research Foundation's – Centre of Excellence for International Courts propose un nouveau programme d'accueil de chercheurs (doctorants à professeurs). Vous trouverez toutes les informations nécessaires [ici](#).
- ❖ Vous trouverez de nombreuses autres informations sur les pages Facebook du [Réseau des jeunes chercheurs](#) et de [la SFDI](#), n'hésitez pas à aimer nos pages !

APPEL À CONTRIBUTIONS DU RÉSEAU DES JEUNES CHERCHEURS

Dans le cadre de l'organisation du colloque annuel de la SFDI 2018, qui aura pour thème « **Droit international et santé** » et qui se tiendra à l'Université Rennes I du 31 mai au 1^{er} juin 2018, le Réseau des jeunes chercheurs de la SFDI organise cette année deux demi-journées ouvertes aux jeunes chercheurs pour venir échanger et débattre sous la présidence d'un professeur de droit international sur des thèmes en lien avec le colloque annuel.

La première de ces demi-journées sera organisée par **l'Université Versailles-Saint-Quentin** le **8 mars 2018** après-midi et sera présidée par le professeur Thibaut Fleury-Graff. Elle aura pour thème :

« *Santé et organisations régionales* »

La seconde de ces demi-journées se déroulera à **l'Université Rennes I** le **30 mars 2018** après-midi et sera présidée par le professeur Guillaume Le Floch. Elle aura pour thème :

« *Santé et nouvelles technologies* »

À l'issue de chacune de ces demi-journées, l'un des jeunes chercheurs participant sera sélectionné par le président pour présenter sa contribution lors du colloque annuel de la SFDI au sein de l'atelier correspondant, laquelle sera publiée au sein des actes.

La durée prévue de chaque contribution est de vingt minutes. Elles seront suivies d'un débat avec l'audience.

Indications :

Bien que la santé dispose d'une organisation internationale spécialement dédiée à sa promotion et à sa défense, l'action et le rôle du droit international en la matière a jusqu'à présent été peu abordé de manière autonome. Si l'idée qu'il existe un droit international de la santé est ancienne, son étude est quant à elle restée assez largement le fait d'autres champs du droit international, comme le droit international de la propriété intellectuelle ou le droit international des droits de l'Homme. Ou bien alors, elle s'est faite en rapport avec des situations précises concernant directement la protection de la santé à l'échelle internationale, telles que les pandémies ou encore les questions de bioéthique.

Dans le cadre de ces demi-journées, il s'agira donc de rechercher comment la santé peut être appréhendée en tant qu'enjeu à part entière du droit international, public ou privé, réunissant autour de lui un ensemble de règles et d'acteurs duquel se dégagerait une forme d'unité. La recherche de cette cohérence pourra se faire en envisageant la santé aussi bien comme objet que comme finalité du droit et les contributions pourront venir de tous les horizons du droit international, l'idée centrale de ces demi-journées étant de dégager une image transversale du droit international de la santé.

La définition de la santé comme enjeu du droit international est large, à l'image de celle que l'on retrouve dans le préambule de la Constitution de l'OMS. Elle inclue tant la santé individuelle que collective, ainsi que les facteurs qui, sans être en lien direct avec les activités de soins, contribuent à la promotion et à la défense de la santé. Partant, on se limitera à n'envisager que la santé humaine, en excluant les questions liées à la santé des animaux.

Deux approches sont proposées, correspondant aux deux demi-journées :

Première approche : Santé et organisations régionales

Dans le cadre de cette première approche, il s'agira de s'intéresser aux diverses organisations internationales régionales qui jouent un rôle en matière de santé. Il sera ainsi possible de se pencher sur les systèmes régionaux de protection des droits de l'Homme et leur contribution à la définition du droit à la protection de la santé. Dans cette optique, il pourrait être intéressant d'étudier par exemple l'action du Comité Européen pour la Cohésion Sociale du Conseil de l'Europe et le lien qu'il établit entre politique de santé et démocratie. L'on pourra également étudier l'action des banques régionales de développement dans le champ de la santé publique, ou bien encore le rôle que jouent les organisations régionales telles que l'ANASE ou l'Union africaine en faveur de la coordination des politiques de santé de leurs États membres, voire se demander si ces dernières n'aboutissent pas à mettre en place une forme d'intégration de ces politiques de santé.

À ce titre, une attention particulière pourra être portée à l'Union européenne et ses diverses structures compétentes en matière de santé telles que la direction générale de la santé de la Commission européenne, l'Agence européenne des médicaments ou encore le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. Si cette demi-journée peut ainsi être l'occasion de se pencher sur le droit européen de la santé, il s'agira de le mettre en relation avec les obligations internationales des États en matière de protection de la santé de leur population et d'analyser la contribution de l'Union européenne à la réalisation de cet objectif.

Deuxième approche : Santé et nouvelles technologies

Dans le cadre de cette seconde approche, il s'agira de s'intéresser aux transformations qu'implique l'arrivée de nouvelles technologies pour le droit international de la santé, qu'il s'agisse d'encadrer ou de limiter leur utilisation, ou bien de les mettre au service de l'objectif de promotion et de défense de la santé. Les contributions pourront ainsi se pencher aussi bien sur les nouvelles technologies de la santé que sur celles qui ont une incidence en la matière, telles que les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

À titre d'exemple, on pourra s'interroger sur les questions de bioéthique soulevées par le développement de la thérapie génique ou du clonage à visée thérapeutique. L'on pourra également se pencher sur le séquençage du génome humain et les interrogations juridiques quant à sa brevetabilité. Dans un autre ordre d'idée, il sera possible de s'interroger sur le rôle des nouvelles technologies de la communication mises au service de la santé et sur l'encadrement des activités de télémédecine.

Informations pratiques :

Les personnes intéressées pour contribuer sont invitées à spécifier au sein de quelle approche leur proposition de contribution se situe. Il n'est possible de soumettre qu'une seule proposition pour l'une seulement des deux demi-journées. Les propositions en langue anglaise sont acceptées, mais les candidats sont avertis qu'une très bonne compréhension orale du français est exigée, l'essentiel des débats devant se dérouler dans cette langue.

L'appel à contributions est limité aux jeunes chercheurs, entendu comme les personnes en cours de préparation d'un Doctorat en droit ou dans une autre discipline pertinente au regard de la nature du sujet, ainsi que les docteurs ayant soutenu depuis moins de deux ans et non en poste comme maître de conférence.

Les propositions de contributions sont à envoyer au plus tard le **14 janvier 2018** à l'adresse : jeunes.chercheurs@sfdi.org.

D'une taille de deux pages maximum (Times New Roman, 12, interligne simple), elles doivent obligatoirement être envoyées au format word (.doc ou .docx) et être accompagnées d'un C.V. (la sélection est anonyme). Les candidats doivent indiquer (C.V. ou en tête de leur contribution) leurs qualités et fonctions, ainsi que leur Université ou institution de recherche de rattachement de l'année en cours.

La sélection des contributions sera effectuée par le président de chacune des demi-journées. Les candidats retenus seront informés par mail au plus tard le 31 janvier 2018.

Le texte de chaque contribution (hormis celles sélectionnées pour le colloque annuel) sera attendu pour le 31 juin 2018, en vue d'une relecture par les présidents de chaque demi-journée et d'une publication sur le site internet de la SFDI.

Le Bureau des jeunes chercheurs attire l'attention des candidats potentiels sur le fait qu'aucun financement (déplacement, restauration, hébergement) n'est normalement prévu. Il est donc indispensable que les candidats retenus recherchent un financement auprès de leurs écoles doctorales et centres de recherches spécifiques.

En espérant vous voir nombreux !

Le Bureau des Jeunes Chercheurs
Alexandre Hermet – Antoine Jamet – Isis Ramirez-Godelier



ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL DE LA HAYE

Le professeur Jean-Marc Thouvenin, Secrétaire général de l'Académie de droit international, nous transmet ce texte à l'attention des jeunes chercheurs :



Note à l'attention des Jeunes Chercheurs de la SFDI

Novembre 2018

Chers Jeunes Chercheurs,

J'ai le plaisir de porter à votre connaissance, pour le cas où vous n'auriez pas déjà été atteints par cette information, que la période d'inscription aux cours d'été 2018 en droit international public et droit international privé de l'Académie de droit international de La Haye est maintenant ouverte jusqu'au 31 janvier 2018.

Cette année sera un peu « spéciale » puisque le cours général de droit international public sera donné par le Professeur Alain Pellet, actuel Président de notre Société, entre autres qualités. Le Cours général de droit international privé sera donné par un autre grand professeur de droit international, le Professeur Luca Radicati di Brozolo.

Mais ce que je voulais surtout vous expliquer un peu mieux est ce que l'Académie a mis en place à destination spécifique des jeunes chercheurs, car ce n'est pas nécessairement fort connu. A cet égard, je crois qu'il me faut insister sur trois aspects qui pourraient plus particulièrement vous intéresser.

1. En premier lieu, les doctorants qui participent au cours d'été se voient proposer, en plus des cours qui sont ouverts à tous les participants – lesquels cours comportent tous une séance de séminaire interactif de deux heures¹, de rejoindre le petit groupe d'étudiants sélectionnés pour suivre la « Direction d'études ».

Pour chaque session nous constituons deux groupes, l'un anglophone, l'autre francophone, chacun étant dirigé par un professeur. Pour la session de public, c'est le Professeur Latty qui a assuré cette fonction en

¹ Chaque cours spécial est donné sur une période d'une semaine, à raison de 50 minutes par jours de cours, à quoi s'ajoute un séminaire de deux heures, optionnel, auquel participent ceux qui ont lu les documents indiqués par le professeur et préparé la séance. Le cours général, qui dure trois semaines pour le cours de droit international public, deux semaines pour le cours de droit international privé, comporte pour sa part non seulement les 50 mn de cours par jour, mais également un séminaire par semaine de cours.

2017, tandis qu'elle sera assurée par le Professeur Bodeau-Livinec en 2018. S'agissant de la session de droit international privé, Stéphanie Francq assurera la direction d'étude de 2018.

Les directions d'études (DE) ont pour vocation générale de préparer à l'examen du diplôme de l'Académie, qui est extrêmement difficile à obtenir². Mais les participants aux DE n'ont absolument pas l'obligation de passer l'examen du diplôme, et peuvent simplement profiter de ces DE pour progresser ; c'est du reste ce que la plupart font.

En pratique, les DE consistent en des séminaires interactifs de deux heures chacun à raison de deux séances par semaine pendant les trois semaines de la session. Les directeurs d'études traitent notamment, dans leurs séminaires, les aspects juridiques les plus significatifs des questions internationales d'actualité, en tâchant par ailleurs de coordonner leurs séances avec les problématiques abordées durant la session. Ils demandent naturellement aux participants de préparer les séances, ce qu'ils peuvent faire en utilisant toutes les ressources de la bibliothèque du Palais de la Paix.

2. En deuxième lieu, nous mettons à la disposition des doctorants des référents qui coordonnent des rencontres doctorales, lesquelles permettent aux doctorants de se rencontrer, d'échanger sur leurs travaux respectifs, et de former un réseau de réflexion. Pour la session de droit international public, la référente est la professeure Freya Baetens, pour la session de droit international privé, il s'agit de Mme Maja Groff, collaboratrice juridique senior au Bureau Permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé.

3. En troisième lieu, l'Académie ouvre cet été, après les sessions de cours, le Centre d'étude et de Recherches 2018, consacré cette année aux inspections internationales. Contrairement à ce qui est indiqué sur le Poster, les deux directeurs d'étude sont Mme Anne-Laure Chaumette (Paris-Nanterre) pour la partie francophone, Christian Tams (Glasgow) pour la partie anglophone. Le Centre débute à l'issue des cours d'été pour une durée de trois semaines.

Il a pour vocation de réunir des jeunes internationalistes de haut niveau originaires des diverses parties du monde qui effectuent une recherche originale dans le cadre d'un thème général commun, dont la vocation est de faire l'objet d'une publication. Chaque participant est responsable d'un chapitre préparé sous la direction des directeurs du Centre. Seules les meilleures contributions sont publiées. La période d'inscription au Centre d'étude et de recherche 2018 est ouverte jusqu'au 31 mars 2018.


Je ne saurais terminer cette note sans saisir l'occasion d'attirer aussi votre attention sur le fait que l'Académie lance en janvier 2019 une toute nouvelle session de cours, les cours d'hiver.

D'une durée de trois semaines, et dotée des mêmes attraits pour les doctorants que ceux que je viens d'indiquer concernant la session d'été, la session d'hiver se tient sur trois semaines, et comprend tant des cours de droit international public que des cours de connotation plus « privatiste ». C'est une nouvelle approche, complémentaire de celle des cours d'été, qui devrait s'avérer très attractive pour les doctorants

² En raison de son caractère hautement sélectif, ce diplôme n'est généralement délivré qu'à un nombre très limité de un à trois candidats pour chaque période. Seuls les auditeurs inscrits à la session en cours et admis aux directions d'étude peuvent postuler au diplôme.

puisque, en raison de la période durant laquelle elle se tient, qui n'est pas une période régulière de vacances pour l'hémisphère nord, la session sera fréquentée par des participants de très haut niveau, en particulier des doctorants et des jeunes professionnels, et des auditeurs de l'hémisphère sud. Ce qu'il est plutôt bon de bien noter est le mécanisme d'inscription à tarif préférentiel mis en place par l'Académie, qui permet aux participants de bénéficier d'une réduction par rapport au prix normal fixé par le trésorier de l'Académie. Le tarif préférentiel est valable pour ceux qui s'inscrivent entre le 3 janvier et le 30 avril 2018 – étant précisé que les inscriptions sont validées selon le mécanisme du premier arrivé.

Vous pourrez naturellement trouver davantage d'informations, tant sur la session d'été que sur la session d'hiver, sur le site de l'Académie à <https://www.hagueacademy.nl/?lang=fr>.



Prof. Jean-Marc Thouvenin

Secrétaire général/Secretary-General

Académie de droit international de La Haye

Palais de la Paix

Carnegieplein 2

2517 KJ La Haye, Pays-Bas

+33 (0)6 134 261 63

COLLOQUES ET MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

Les événements catalans à travers le prisme du droit international.

Conférence organisée par les Associations des masters
de droit international public des Universités Panthéon-Sorbonne et Panthéon-Assas

le 27 novembre 2017,

en Sorbonne (Amphithéâtre Bachelard)

17 Rue de la Sorbonne, Paris 5^e.

[*Plus d'informations*](#)

Les normes dans le commerce international.

Colloque organisé par le CRDEI (Université de Bordeaux)

le 27 novembre 2017

au Pôle Universitaire de Sciences et Gestion (salle C 206),

35 avenue Abadie, Bordeaux.

[*Plus d'informations*](#)

Les relations Union européenne-Turquie

Un nouveau modèle de coopération en matière de gestion des flux migratoires ?

Colloque organisé à l'Université d'Orléans

le 1er décembre 2017,

Amphithéâtre Besson

UFR Collegium d'ITP Droit, économie, gestion

Rue de Blois, Campus d'Orléans la Source.

[*Plus d'informations*](#)

Droits de l'homme et collectivités territoriales : entre le global et le local.

Colloque organisé par l'Institut des sciences juridique et
philosophique de la Sorbonne (UMR 8103),

l'Agence nationale de la recherche (ANR) et le CNRS

les 5 et 6 décembre 2017

au Palais du Luxembourg (Salle Monnerville),

26 rue de Vaugirard, Paris 6^e.

[*Plus d'informations*](#)

Peace Through Law: The Versailles Peace Treaty and dispute settlement after WWI.

Conférence organisée par l'Institut Max Plack de Luxembourg

du 6 au 8 décembre 2017

au Max Planck Institute Luxembourg,

4, rue Alphonse Weicker (Luxembourg).

[*Plus d'informations*](#)

"The Gabčíkovo-Nagymaros Judgment and its Contribution to the Development of International Law".

Seminar organised by the Department of law of the University of Ferrara,

on the 6th and 7th December 2017,

at the University of Ferrara,

Department of Law (Sala Consiliare).

[*More information*](#)

**DERNIÈRES JURISPRUDENCES CONCERNANT LE
DROIT INTERNATIONAL PUBLIC****Cour internationale de Justice**

Si aucune actualité n'est à noter en octobre, le début du mois de novembre a été marqué par le renouvellement de cinq membres de la Cour. [Le 9 novembre l'Assemblée générale et le Conseil de Sécurité des Nations unies](#) ont réélu Ronny Abraham (France), Abdulqawi Ahmed Yusuf (Somalie) et Antônio Augusto Cançado Trindade (Brésil) et ont élu Nawaf Salam (Liban), pour un premier mandat. Cinq juges étant candidats à leur réélection, il ne restait donc qu'un seul siège vacant pour deux candidats : Dalveer Bhandari (Inde) et Christopher Greenwood (Royaume-Uni). Les 9 et 13 novembre, aucun de ces deux candidats n'a obtenu la majorité absolue dans les deux organes compétents, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. C'est donc à la suite d'un nouveau report de l'élection que Dalveer Bhandari a été élu le 20 novembre, après le retrait de la candidature de Christopher Greenwood ([communiqué de presse du 21 novembre](#)).

Par ailleurs, dans l'affaire des *Violations alléguées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des caraïbes (Nicaragua c. Colombie)*, dans [son ordonnance du 15 novembre 2017](#), la Cour a rejeté deux demandes reconventionnelles colombiennes en raison de l'absence de connexité directe avec les demandes principales du Nicaragua. En ce qui concerne les deux autres demandes reconventionnelles, elle les a jugées recevables car d'une part elles sont en connexité directe avec les demandes principales du Nicaragua et d'autre part elles relèvent de la compétence de la Cour. On notera que la Cour, en rupture avec sa pratique habituelle, n'a pas rédigé son ordonnance sous forme de considérants. Les juristes français seront peut-être curieux de savoir si [la décision du président du Conseil constitutionnel](#) de mai 2016 puis la pratique, plus fluctuante, du Conseil d'État depuis lors a eu une influence sur cette décision qui s'inscrit dans ce qui s'apparente à une véritable mode.

CIRDI

Avec la contribution de Vincent Bélier

- *ACP Axos Capital GmbH v. Republic of Kosovo*, No. ARB/15/22, [Procedural Order No. 4](#), October 6th, 2017.
- *Lao Holdings N.V. v. Lao People's Democratic Republic*, No. ARB(AF)/16/2, [Procedural Order No. 2](#), October 23rd, 2017.
- *Sanum Investments Limited v. Lao People's Democratic Republic*, No. ADHOC/17/1, [Procedural Order No. 2](#), October 23rd, 2017.

Cour Pénale Internationale

Avec la contribution de Rosa Stella De Fazio

Decision on Mr Laurent Gbagbo's Notice of Appeal, 5 October 2017, ICC-02/11-01/15-1047

Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, ICC-02/11-01/15-1047, 5 Octobre 2017, Chambre d'Appel

Decision on Defence request for in-court protective measures for Witness D-0038, 12 October 2017, ICC-01/04-02/06-2061

Le Procureur c. Bosco Ntaganda, ICC-01/04-02/06-2061, 12 Octobre 2017, Chambre de première instance VI

Decision on the resumption of actions applications

Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, ICC-02/11-01/15-1052, 11 Octobre 2017, Chambre de première instance I

Decision on parties' submissions concerning Agreed Fact 69

Le Procureur c. Bosco Ntaganda, ICC-01/04-02/06-2058, 9 Octobre 2017, Chambre de première instance VI

Decision on the « Demande d'autorisation d'interjeter appel de la décision orale rendue par la Chambre de première instance le 4 Septembre 2017 »

Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, ICC-02/11-01/15-1051, 11 Octobre 2017, Chambre de première instance VI

Decision concerning the Prosecutor's request for introduction of two witness statements under rule 68(2) (b) of the Rules of Procedure and Evidence

Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo, Aimé Kilolo Musamba, Jean-Jacques Mangenda Kabongo, Fidèle Babala Wandu et Narcisse Arido, ICC-01/05-01/13-2234, 2 Octobre 2017, Chambre d'Appel

Decision on the Presiding Judge of the Appeals Chamber in the appeal of Mr Laurent Gbagbo against the decision of Trial Chamber I entitled « Decision on Mr Gbagbo's Detention »

Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, ICC-02/11-01/15-1044, 3 Octobre 2017, Chambre d'Appel

Decision on requests to file corrected versions of appeal submissions

Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo, Aimé Kilolo Musamba, Jean-Jacques Mangenda Kabongo, Fidèle Babala Wandu et Narcisse Arido, ICC-01/05-01/13-2235, 5 Octobre 2017, Chambre d'Appel

Cour Européenne des Droits de l'Homme

Avec la contribution de Olga Bodnarchuk

[N.D. et N.T. c. Espagne, 3ème sect., arrêt du 3 octobre 2017, req. n° 8675/15 et 8697/15](#)

L'interdiction des expulsions collectives des migrants dans l'enclave de Melilla

Deux requérants, ressortissants malien et ivoirien, ont tenté de pénétrer illégalement sur le territoire d'une ville autonome de Melilla. Se situant sur la côte nord de l'Afrique, cette enclave espagnole est séparée du Maroc par une barrière de treize kilomètres, construite dans le but d'empêcher les migrants en situation irrégulière de pénétrer sur le territoire espagnol. Les requérants, à la suite de leur tentative d'escalader les clôtures de Melilla, ont été immédiatement renvoyés au Maroc et ont donc contesté cette mesure comme étant dépourvue de tout caractère individuel et, partant, contraire à l'interdiction des expulsions collectives. Ayant rappelé les principes généraux relatifs à l'exercice de la « juridiction » en dehors du territoire de l'État, la chambre n'a pas recherché à établir si la clôture frontalière se trouvait sur le territoire de l'Espagne. Elle s'est bornée à constater qu'à partir du moment où les requérants ont été descendus de la clôture, « ils se trouvaient sous le contrôle continu et exclusif, au moins *de facto*, des autorités espagnoles ». Ainsi, l'État exerçait en l'espèce sa juridiction étant donné que les requérants se trouvaient sous le contrôle effectif des autorités espagnoles, qui les avaient expulsés vers le Maroc. Par conséquent, en soulignant l'absence d'une décision administrative ou judiciaire préalable, de tout examen de la situation individuelle des requérants ainsi que de toute procédure dont ils auraient fait l'objet, la chambre a conclu à la violation de l'article 4 du Protocole n° 4 à la Convention.

[Braga c. République de Moldova et Russie, 2ème sect., arrêt du 17 octobre 2017, req. n° 76957/01 \(uniquement en anglais\)](#)

[Draci c. République de Moldova et Russie, 2ème sect., arrêt du 17 octobre 2017, req. n° 76957/01 \(uniquement en anglais\)](#)

La responsabilité de l'État des violations commises sur le territoire de la « République moldave de Transnistrie »

Les affaires en question portent sur les arrestations et les conditions inhumaines de détention en « République moldave de Transnistrie » (« RMT »). Conformément à la jurisprudence constante de la Cour en la matière, la chambre a conclu que, du fait de son soutien militaire, économique et politique à la RMT, la responsabilité de la Russie se trouve engagée. En outre, la chambre a engagé la responsabilité de Moldova dans l'affaire Braga. Étant détenu en « RMT », le requérant avait néanmoins passé une certaine période à l'hôpital pénitentiaire de Moldova. Les autorités moldaves, ayant renvoyé le requérant en « RMT », où les conditions de détention étaient incompatibles avec l'article 3 de la Convention, n'ont pas rempli leurs obligations positives. De même, sur le terrain de l'article 5 § 1, la chambre a précisé que la détention en Moldova ou le transfert à la base d'une décision de la « RMT » sont privés d'une base légale, ce qui a entraîné la violation de l'article 5 § 1 par la Moldova. Et finalement, le transfert en « RMT », où le requérant et son avocat ne pouvaient que communiquer difficilement, a entraîné la violation de l'article 34 par les autorités moldaves.

ACTIVITÉS DES INSTANCES DES NATIONS UNIES

Résolutions du Conseil de sécurité

[S/RES/2381\(2017\)](#) : Lettres identiques datées du 19 janvier 2016, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par la Représentante permanente de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies ([S/2016/53](#))

[S/RES/2380\(2017\)](#) : Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Résolutions de l'Assemblée générale

[A/RES/72/3](#) : Rapport de la Cour pénale internationale

[A/RES/72/2](#) : Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies : demandes présentées au titre de l'Article 19 de la Charte

**PUBLICATIONS DE BLOGS JURIDIQUES EN RAPPORT AVEC LE DROIT
INTERNATIONAL****BLOGS DE LANGUE FRANÇAISE****MULTIPOL**

JEAN-MARIE COLLIN, « [ACTU : Une hibakusha ira à Oslo avec l'ICAN pour recevoir le Prix Nobel de la paix 2017](#) », 29 octobre 2017.

MAARTJE ABBENHUIS, CHRISTOPHER ERNEST BARBER, ANNALISE R. HIGGINS, « [OUVRAGE : M. Abbenhuis, C.E. Barber, A.R. Higgins \(eds.\), War, Peace and International Order? The Legacies of the Hague Conferences of 1899 and 1907](#) », 27 octobre 2017.

OLIVIER CORTEN, FRANÇOIS DUBUISSON, ANNE LAGERWALL, VAIOS KOUTROULIS, « [OUVRAGE : O. Corten, F. Dubuisson, A. Lagerwall, V. Koutroulis, Une introduction critique au droit international](#) », 23 octobre 2017.

EMMANUEL GAILLARD, GEORGE A. BERMAN, « [OUVRAGE : E. Gaillard, G.A. Bermann \(dir.\), Guide du Secrétariat de la CNUDCI sur la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères \(New York, 1958\)](#) », 20 octobre 2017.

CATHERINE MAIA, « [ACTU : L'Assemblée générale de l'ONU élit 15 membres du Conseil des droits de l'Homme](#) », 17 octobre 2017.

LUDOVIC PAILLER, « [OUVRAGE : L. Pailler, Le respect de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans l'espace judiciaire européen en matière civile et commerciale](#) », 16 octobre 2017.

NABIL HAJJAMI, « [NOTE : La situation en Catalogne au regard du droit international public](#) », 14 octobre 2017.

CATHERINE MAIA, « [ACTU : L'Unesco déplore la décision des États-Unis de se retirer de l'Organisation](#) », 13 octobre 2017.

HANS-JÜRGEN ZAHORKA, « [POINT DE VUE : We will soon start with more early elements of European Armed Forces](#) », 12 octobre 2017.

VALENTIN JEUTNER, « [OUVRAGE : V. Jeutner, Irresolvable Norm Conflicts in International Law: The Concept of a Legal Dilemma](#) », 8 octobre 2017.

CATHERINE MAIA, « [ACTU : L'ONU félicite la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires \(ICAN\) pour son Prix Nobel de la paix 2017](#) », 6 octobre 2017.

SURYA SUBEDI, « [OUVRAGE : S. Subedi, The Effectiveness of the UN Human Rights System: Reform and the Judicialisation of Human Rights](#) », 3 octobre 2017.

Chronique internationales collaboratives

HELA MANADILE, « [Travailleurs sociaux et compétence universelle : Accompagner les exilés vers l'accès à une justice transnationale](#) », 28 octobre 2017.

Liberté, Libertés chéries

[La loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme](#), 31 octobre 2017.

[La Cour européenne et les expulsions collectives](#), 15 octobre 2017.

[Secret des sources et obligation de témoigner](#), 7 octobre 2017.

CREDOF

MARGOD DE MONTFORT ET IRENE FERNANDEZ-MAYORALAS GONZALEZ, « [Chronique des décisions de la Cour interaméricaine des Droits de l'Homme \(septembre 2016 – mars 2017\)](#) », 31 octobre 2017.

YÉRIS NICOLAS ET MARGAUX ROMANO, « [Les lieux privés de liberté en Italie : de la Cour constitutionnelle au Comité européen pour la prévention de la torture](#) », 30 octobre 2017.

JULIEN ANCELIN, « [L'Union européenne et les biens à double usage : La politique commerciale commune à l'aune de la sécurité humaine](#) », 18 octobre 2017.

VINCENT TESSIER, « [Fin de vie : Une nouvelle décision de la Cour européenne des droits de l'Homme](#) », 3 octobre 2017.

Jus Politicum

THÉOPHANE VERNISEAU, « [L'ambiguïté fondamentale de la déclaration « UE-Turquie » relative à l'immigration : acte international ou acte du Conseil européen ?](#) », 24 octobre 2017.

ANTHONY SFEZ, « [Crise en Catalogne : qu'est-ce qui a été suspendu ?](#) », 12 octobre 2017.

BLOGS DE LANGUE ANGLAISE

Avec la contribution de Vinc D. Okila

AJIL Unbound - online-only publication and blog of the American Journal of International Law

Curtis A. Bradley, « [Introduction to Symposium on Comparative Foreign Relations Law](#) » ; sur le même thème, l'auteur ([ici](#)), Joris Larik ([ici](#)), Tom Ginsburg ([ici](#)), Anne Peters ([ici](#)) et Congyan Cai ([ici](#)), 30 octobre 2017.

ASIL Insights - American Society of International Law

Treasa Dunworth, « [The Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons](#) », 31 octobre 2017.

Pieter Bekker et Robert van de Poll, « [Ghana and Côte d'Ivoire Receive a Strict-Equidistance Boundary](#) », 31 octobre 2017.

Daniel Mandell, « [Venezuela v. Helmerich & Payne International Drilling Co.: The Supreme Court Makes It Harder to Bring Claims Against Foreign Sovereigns in U.S. Courts](#) », 6 octobre 2017.

Asser International Sports Law blog

Our International Sports Law Diary

Tomáš Grell, « [Multi-Club Ownership in European Football – Part I: General Introduction and the ENIC Saga](#) et [Part II: The Concept of Decisive Influence in the Red Bull Case](#) », 25 et 25 octobre 2017.

Josep F. Vandellos Alamilla, « [The limits to multiple representation by football intermediaries under FIFA rules and Swiss Law](#) », 11 octobre 2017.

Christopher Flanagan, « [The Evolution of UEFA's Financial Fair Play Rules – Part 3: Past reforms and uncertain future](#) », 4 octobre 2017.

Berkeley Journal of International Law Blog

Sarah Pike, « [Online Privacy: Its Advancement and Importance Internationally](#) », 31 octobre 2017.

Sam Mottahedan, « [Misleading the public? On the Conservative Government's Desire to Exempt UK Armed Forces from Civil Claims for Breaches of the European Convention of Human Rights](#) », 23 octobre 2017.

Stephen Dockery, « [Legality of EU-US Data Transfers to be Challenged Again Before European High Court](#) », 16 octobre 2017.

Fatma Sassi, « [The Investment Court System \(ICS\) and the EU legal order: An Impossible Love Story?](#) », 8 octobre 2017.

Cornell International Law Journal Online

Jing Yang, « [Initial Coin Offerings in China, to Ban or to Regulate](#) », 14 octobre 2017.

Luis L. Lozada, « [The Rescission of DACA: Prosecutorial Discretion and Due Process](#) », 14 octobre 2017.

EJIL: Talk! - Blog of the European Journal of International Law

Gabrielle Holly, « [Access to Remedy Under the UNGPs: Vedanta and the Expansion of Parent Company Liability](#) », 31 octobre 2017.

Michal Saliternik, « [Myanmar's Rohingya Crisis and the Need for a Regional Response to Statelessness in Southeast Asia](#) », 30 octobre 2017.

Diane Desierto, « [The Human Costs of Exiting Trade Agreements: The Right to Development in an Era of Policy Uncertainty](#) », 27 octobre 2017.

Marko Milanovic, « [A Footnote on Secession](#) », 26 octobre 2017. Sur le même thème, Marc Weller ([ici](#)), Anne Peters ([ici](#)), respectivement le 18 et le 12 octobre 2017.

Iain Scobbie, « [Sir Elihu Lauterpacht: A Celebration of His Life and Work](#) », 25 octobre 2017.

Jure Vidmar, « [Catalonia: The Way Forward is Comparative Constitutional Rather than International Legal Argument](#) », 24 octobre 2017.

Philippa Webb, « [The Limits of Diplomatic Immunity in the Age of Human Trafficking: The Supreme Court in Reyes v Al-Malki](#) », 23 octobre 2017.

Constantinos Yiallourides et Elizabeth Rose Donnelly, « [Part I: Analysis of Dispute Concerning Delimitation of the Maritime Boundary between Ghana and Côte d'Ivoire in the Atlantic Ocean](#) et [Part II](#) », respectivement le 19 et 20 octobre 2017.

Annick Pijnenburg, « [Is N.D. and N.T. v. Spain the new Hirsi?](#) », 17 octobre 2017.

Daria Davitti et Marlene Fries, « [Offshore Processing and Complicity in Current EU Migration Policies \(Part 1\)](#) et [Part 2](#) », respectivement le 10 et 11 octobre 2017.

Gaiane Nuridzhanian, « [\(Non-\)Recognition of De Facto Regimes in Case Law of the European Court of Human Rights: Implications for Cases Involving Crimea and Eastern Ukraine](#) », 9 octobre 2017.

Marko Milanovic, « [On Whether IHL Applies to Drone Strikes Outside 'Areas of Active Hostilities': A Response to Ryan Goodman](#) », 5 octobre 2017.

Annyssa Bellal, « [ICRC Commentary of Common Article 3: Some questions relating to organized armed groups and the applicability of IHL](#) », 5 octobre 2017.

Emilie Pottle, « [Extradition: English Court refuses to extradite alleged génocidaires to Rwanda—will a domestic prosecution follow?](#) », 2 octobre 2017.

ESIL Reflections- European Society of International Law

Andrea Leiter, « [The Silent Impact of the 1917 Revolutions on International Investment Law](#) », (vol. 6, n° 10) 2017.

Quentin Cordier, « [Affaires C-168/16 et C-169/16 : for compétent dans le secteur du transport aérien de passagers](#) », 23 octobre 2017.

Cristina Saenz Perez, « [Brexit, Fundamental Rights And The Future Of Judicial And Police Cooperation](#) », 9 octobre 2017.

Daniela Obradovic, « [Cases C-643 and C-647/15: Enforcing solidarity in EU migration policy](#) », 2 octobre 2017.

Global Health Law Groningen

Julie Fraser, « [Ebola, Burial Practices and the Right to Health in West Africa: Integrating International Human Rights with Local Norms](#) », 2 octobre 2017.

Herbert smith freehills - Public international law blog

Andrew Cannon, Leon Chung et Donald Robertson, « [UK Government introduces New Sanctions and Anti-Money Laundering Bill](#) », 27 octobre 2017.

Stephane Brabant et al., « [Negotiations for an International Business and Human Rights Treaty continue in Geneva](#) », 24 octobre 2017.

Andrew Cannon et Iain Maxwell, « [ITLOSt Rules in Favour of Ghana in Long-Standing Maritime Dispute with Côte d'Ivoire](#) », 16 octobre 2017.

International Law Blog

Elena Borsacchi, « [The 'Long, hot summer' of the European Union through the Mediterranean route](#) », 9 octobre 2017.

IntLawGrrls

Nicole bürlü, « [T.S. v. Russia: CEDAW did not consider re-victimization and effectiveness of domestic remedies](#) », 31 octobre 2017.

Frauke Renz, « [Private Military and Security Companies or Mercenaries? Bringing Law Back Into the Discussion](#) », 30 octobre 2017.

Tequila j. Brooks, « [IFC report on business case for workplace childcare reinforces maquiladora workers' campaign in Central America](#) », 24 octobre 2017.

Hilly Moodrick-Even Khen, « [Post-War Justice in Syria—Considering Universal and Domestic Options](#) », 23 octobre 2017.

Maja Janmyr, « [Lebanon and the Origins of International \(Refugee\) Law](#) », 5 octobre 2017.

Rosemary Grey, « [Women and girls must not be excluded from reparation in the Al Mahdi case](#) », 3 octobre 2017.

Milena Sterio, « [Catalan Independence Referendum and the Kosovo "Precedent"](#) », 2 octobre 2017.

Kluwer Arbitration Blog

Jonathan Mackojc, « [Moving Beyond Rhetoric: Positioning Australia as an Upcoming Regional Arbitration Hub](#) », 29 octobre 2017.

Gary L. Benton, « [Technology Dispute Resolution Survey Highlights US and International Arbitration Perceptions, Misperceptions and Opportunities](#) », 28 octobre 2017.

Nikos Lavranos, « [The Proven Benefits of ISDS and BITs –Even for SMEs and Small Claims](#) », 24 octobre 2017.

Nishanth Vasanth, « [Examining the Validity of Unilateral Option Clauses in India: A Brief Overview](#) », 20 octobre 2017.

Sai Anukaran, « ["Notwithstanding the Non-obstante clause" can the Courts refuse to refer Non-Arbitrable Disputes to Arbitration?](#) », 20 octobre 2017.

Raul Pereira de Souza Fleury, « [Closing the umbrella: a dark future for umbrella clauses?](#) », 13 octobre 2017.

Enrique Jaramillo, « [Ecuador's Ordeal: Is International Jurisdiction a Journey with No Return? \(Part I\)](#) et [\(Part II\)](#) », respectivement le 12 et 30 octobre 2017.

Joe Liu, « [Keep Calm and Arbitrate? The Impact of Political Events on International Arbitration](#) », 11 octobre 2017.

Daria Zhdan-Pushkina, « [Review of new Rules of the Maritime Arbitration Commission at the Russian Chamber of Commerce and Industry](#) », 10 octobre 2017.

Jonathan Kelly, Adam Grant et Marina Zarubin, « [English Court Denies Application to Enforce Russian Arbitral Award Set Aside by Russian Courts](#) », 9 octobre 2017.

Danilo Ruggero Di Bella, « [Could Some European Countries Initiate A State-To-State Investment Arbitration Against Switzerland For Abruptly De-Pegging The Swiss Franc From The Euro?](#) », 8 octobre 2017.

Ivaylo Dimitrov, « [Digesting the AG Wathelet Opinion in Case C-284/16 Slowakische Republik v Achmea BV. Is it A Trap?](#) », 7 octobre 2017.

Claire Morel de Westgaver, « [Cybersecurity In International Arbitration – A Necessity And An Opportunity For Arbitral Institutions](#) », 6 octobre 2017.

S.I. Strong, « [Legitimacy and International Arbitration: An Alternate View](#) », 4 octobre 2017.

Sokyana Chan, « [Investor-State Resolution: A Snapshot of Cambodia](#) », 3 octobre 2017.

leiden law blog

Bob Wessels, « [CERIL - Independent Think Tank in European Restructuring and Insolvency Matters](#) », 23 octobre 2017.

Cees de Groot, « [The Implications of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights in a Banking Context](#) », 20 octobre 2017.

Melanie Fink, « [Individual rights and non-contractual liability: Pappalardo and Others v Commission](#) », 17 octobre 2017.

Pieter Kalis, « [The U.S. 'Internet of Things Cybersecurity Improvement Act of 2017' as an example for EU regulation?](#) », 16 octobre 2017.

Wei Yin et Anran Zhang, « [A new proposed EU framework for screening foreign direct investment](#) », 10 octobre 2017.

Library blog - Peace Palace Library

Bérénice Boutin, « [Targeted Killing of European Foreign Terrorist Fighters in Syria and Iraq](#) », 25 octobre 2017.

Jaap Hoeksma, « [Breakthrough in the Debate about the Nature of the EU](#) », 5 octobre 2017.

MJIL Blog – Blog of Michigan journal of international law

Kaley Hanenkrat, « [Insecurity Assurances: Asserting Human Rights to Remedy Breaches of](#) », 31 octobre 2017.

Christopher Linnan, « [Immigration and the Tension between an Ever-Closer Union and Sovereignty](#) », 21 octobre 2017.

Maya Jacob et Hunter Davis, « [Human Trafficking: Diplomatic Immunity or Impunity?](#) », 19 octobre 2017.

Lucas Minich, « [The State of Paris: How the Climate Agreement is Faring After U.S](#) », 18 octobre 2017.

Hyun Lee, « [The Paris Agreement: Industrialized Powers' Responsibility to Island Nations](#) », 16 octobre 2017.

Jack Heise, « [The Catalan Case for Cutting ties with Castilla: Convincing or Quixotic?](#) », 9 octobre 2017.

Elizabeth Heise, « [It's \(not just\) the Economy. Stupid: Gender Equality in the European Union](#) », 4 octobre 2017.

Ali Bazzi, « [The Iran Nuclear Deal's Current State and the Possibility of a Hasty U.S.](#) », 4 octobre 2017.

MJIL Blog – Minnesota Journal of International Law

Lara Williams, « [The Indissoluble Unity of the Spanish Nation . . . and the European Union?](#) », 25 octobre 2017.

Abigail Hencheck, « [Cautious Optimism for Somali Sexual Assault and Rape Reform](#) », 25 octobre 2017.

Hadley Simonett, « [Labor Reforms Spur Up in France in the Wake of High Unemployment Rates](#) », 10 octobre 2017.

Rebecca Rosefelt, « [The Kids Don't Stand a Chance: Varying International Standards on Juvenile Responsibility](#) », 10 octobre 2017.

Robby Dube, « [Decaying Center: Germany's Election Results and its Consequences for Europe](#) », 10 octobre 2017.

Opinio Juris

Jennifer Trahan, « [Reflections on Burundi's Withdrawal from the International Criminal Court](#) », 31 octobre 2017.

Kevin Jon Heller, « [A Dissenting Opinion on the ICC and Burundi](#) », 29 octobre 2017.

Julian Ku, « [International Law Pays No Homage to Catalonia's Declaration of Independence](#) », 29 octobre 2017.

Kevin Jon Heller, « [New Essay: Specially-Affected States and the Formation of Custom](#) », 25 octobre 2017.

Malcolm Jorgensen, « [China's Rising Geolegal Sphere](#) », 17 octobre 2017.

Kevin Jon Heller, « [Apparently Perfidy Is Not Prohibited in 2256](#) », 2 octobre 2017.

Astrid Reisinger Coracini, « [The Kampala Amendments on the Crime of Aggression Before Activation: Evaluating the Legal Framework of a Political Compromise \(Part 1\)](#) et [\(Part 2\)](#) », 2 octobre 2017.

OUPblog

Oxford University Press's Academic Insights for the Thinking World

Diane Desierto, Ian Laird et Frederic Sourgens, « [The reign of law in international investment decision-making](#) », 19 octobre 2017.

Randall Lesaffer, « [Perpetual peace](#) », 16 octobre 2017.

Dan Svantesson, « [Time for international law to take the Internet seriously](#) », 7 octobre 2017.

QIL: Questions of International Law,

Questions de Droit International, Questioni di Diritto Internazionale

Elena Carpanelli et Nicole Lazzerini, « [Coming Soon...? A reappraisal of the legal and ethical implications of Autonomous Weapons Systems \(AWS\) ahead of the first meeting of the CCW Group of Governmental Experts on Lethal AWS](#) »; sur le même thème, Daniele Amoroso ([ici](#)) et Andrea Spagnolo ([ici](#)), le 31 octobre 2017.

ReflAW - a project of the University of Michigan Law School

Yuval Livnat, « [Israeli Supreme Court Rules: Taxation and Employment Restrictions on Employers of "foreign workers" Apply to Employers of Asylum Seekers Too](#) », 31 octobre 2017.

Spreading the Jam

International Law, International Criminal Law, Human Rights and Transitional Justice

Dov Jacobs, « [Burundi withdraws from the ICC: what next for a possible investigation?](#) », 28 octobre 2017.

Strasbourg Observers

Lize R. Glas, « [The Assembly's row with Russia and its repercussions for the Convention system](#) », 30 octobre 2017.

Eline Kindt, « [Non-execution of a pilot judgment: ECtHR passes the buck to the Committee of Ministers in *Burmych and others v. Ukraine*](#) », 26 octobre 2017.

Andrea Preziosi, « [Regner v. Czech Republic: has the European Court of Human Rights forgotten the fair trial rights when national security is at stake?](#) », 23 octobre 2017.

Argyro Chatzinikolaou, « [Bărbulescu v Romania and workplace privacy: is the Grand Chamber's judgment a reason to celebrate?](#) », 19 octobre 2017.

David Moya, « [Judgement ND and NT v Spain: on the legality of police “push-backs” at the borders and, again, on the prohibition of collective expulsions](#) », 16 octobre 2017.

Dirk Voorhoof, « [Robust protection of journalistic sources remains a basic condition for press freedom](#) », 10 octobre 2017.

The LAW OF NATIONS

The Law Of Nations, « [A busy week in the UK Supreme Court](#) », 25 octobre 2017.

Rosalind Comyn, « [The United Kingdom’s Drone Programme: Secrecy and Accountability](#) », 19 octobre 2017.

Emilie Pottle, « [English court refuses to extradite in Rwanda genocide case: will a domestic prosecution follow?](#) », 10 octobre 2017.

Voelkerrechtsblog – Der Blog des Arbeitskreises junger Völkerrechtswissenschaftler*innen

Martina Tazzioli, « [Rethinking containment through the EU-Libya Migration Deal](#) », 23 octobre 2017.

Antoni Abat I Ninet, « [Auctoritas non veritas facit Legem](#) », 18 octobre 2017.

Dana Schmalz, « [The identification of individuals. Some thoughts on the ECHR judgment in the case N.D. and N.T.](#) », 16 octobre 2017.

Stefan salomon, « [Brother, where art thou? Libya, spaces of violence and the diffusion of knowledge](#) », 11 octobre 2017.

Mirko Sossai, « [Combatting the legal side effects of privatized war](#) », 9 octobre 2017.

Lena Riemer, « [Returns Without Examinations. Greece’s Recent Judgment on Syrians’ Asylum Claims](#) », 4 octobre 2017.

BLOG DE LANGUE ESPAGNOLE

Corte IDH

OSWALDO RUIZ-CHIRIBOGA, « [Libro "A internalização de tratados internacionais de direitos humanos na América do Sul"](#) », 30 octobre 2017.

OSWALDO RUIZ-CHIRIBOGA, « [Interpretation of Regional Human Rights Conventions and Originalism](#) », 20 octobre 2017.

OSWALDO RUIZ-CHIRIBOGA, « [Artículo sobre las demoras en la tramitación de casos en el SIDH](#) », 13 octobre 2017.

OSWALDO RUIZ-CHIRIBOGA, « [Direito de Acesso e Uso da Técnica de Fertilização in Vitro na Perspectiva da Corte IDH](#) », 8 octobre 2017.

OSWALDO RUIZ-CHIRIBOGA, « [Artículos sobre la Opinión Consultiva OC-22 y el caso Duque vs. Colombia](#) », 5 octobre 2017.

OSWALDO RUIZ-CHIRIBOGA, « [Comparación entre el margen de apreciación europeo y el control de convencionalidad interamericano](#) », 5 octobre 2017.

SUGGESTION DE (RE)LECTURE

Paul DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, « Le contrôle de l'application des conventions humanitaires en cas de conflit armé », *AFDI*, 1956 Volume 2, pp. 343-352, consultable librement sur le site www.persee.fr.